

DEPARTEMENT DU  
LOIRET  
ARROND. DE  
MONTARGIS  
CANTON ET COMMUNE  
DE  
CHALETTE SUR LOING

REPUBLIQUE FRANCAISE

Extrait du Registre des

DELIBERATIONS

DU CONSEIL MUNICIPAL

DATE DE CONVOCATION : 17 mars 2023

DATE DE PUBLICATION : 24 mars 2023

*L'an deux mille vingt trois, le vingt trois mars, à 20h30, les membres du CONSEIL MUNICIPAL se sont réunis en séance publique dans la salle polyvalente de la Maison des associations, sur convocation adressée par le Maire conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. DEMAUMONT – Mme HEUGUES - M. RAMBAUD – Mme PHESOR – M. ÖZTÜRK - Mme PASCAUD – M. MALGHI - Mme BRANDON - M. KHALID – M. BARAY – Mme SOW – M. JOLIVET – Mme HENRY - Mme MOUTAUX - M. RENOUF – M. TAVARES – M. TOUANE - Mme LAMA – M. FAURE - M. GUEDJ – Mme DURAND - Mme LOISEAU

**ABSENTS ET EXCUSES AYANT DONNE POUVOIR RESPECTIVEMENT :**

- Mme RASAMOELY à Mme HEUGUES
- M. BA à M. KHALID
- Mme MANAI-AHMADI à M. ÖZTÜRK
- Mme BAYRAM à Mme SOW
- Mme CAYOUX à M. RENOUF
- M. LALOT à Mme PASCAUD
- Mme TORRES à M. RAMBAUD
- M. CHRISTODOULOU à Mme LAMA
- Mme PERIERS à M. FAURE
- M. BALABAN à M. JOLIVET
- Mme PRIEUX à Mme LOISEAU

**SECRETAIRE DE SEANCE :**

- Mme SOW

**OBJET :**  
**Modification des durées d'amortissement des biens**

**OBJET :**  
**Modification des durées d'amortissement des biens**

**Directeur de secteur** : CORREIA Marie-Josée

**Service** : Service Financier

**Affaire suivie par** : CORREIA Marie-Josée

**M. le Maire** : Conformément aux dispositions de l'article L.2321-2 27° du CGCT, les communes dont la population est égale ou supérieure à 3 500 habitants sont tenues d'amortir les acquisitions de leurs biens.

Pour la commune de Châlette-sur-Loing, la délibération afférente a été prise le 19/01/2021. Une mise à jour est cependant nécessaire afin de réactualiser la nature des biens et leurs durées d'amortissement.

Pour rappel, l'amortissement est la constatation comptable d'un amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de l'usage, du temps, du changement de technique ou de tout autre chose. C'est en raison des difficultés de mesure de cet amoindrissement que l'amortissement consiste généralement en l'étalement, sur une durée probable de vie, de la valeur des biens amortissables.

L'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata du temps prévisible d'utilisation.

Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles ou incorporelles sont fixées pour chaque bien ou chaque catégorie de biens par l'assemblée délibérante.

Dans ce cadre, il est donc proposé :

- 1} de fixer le seuil à partir duquel les biens seront amortis à 500 euros,
- 2} d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 les durées d'amortissement répertoriées dans le tableau ci-annexé, selon la nature des biens.

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** l'article L.2321-2 27° du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération en date du 19 janvier 2021 ;

**ENTENDU** les explications du rapporteur

## APRES EN AVOIR DELIBERE

**FIXE** la durée d'amortissement des biens conformément à la liste annexée à la présente délibération,

Nombre de membres en exercice	<b>33</b>	
Nombre de membres présents ou représentés	<b>33</b>	
Votes pour	<b>33</b>	
Votes contre	<b>0</b>	
Abstentions	<b>0</b>	

*Le Maire, soussigné,*

*\* certifie que la convocation du CONSEIL MUNICIPAL  
et le compte-rendu de la présente délibération ont  
été affichés conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12  
du CGCT,*

*\* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet  
acte à compter du*

*\* informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours  
devant le Tribunal Administratif dans un délais de 2 mois à compter de  
la date de sa publication.*



Pour extrait certifié, conforme,

Le Maire,

Franck DEMAUMONT.